

Mais, à mon avis, cet esprit de générosité, c'est notre rôle aussi comme député, comme Parlement, de faire face à des situations difficiles et, bien sûr, c'est là une question de choix, de choix extrêmement difficile, mais nous avons voulu protéger les intérêts supérieurs de l'État canadien face à la Communauté mondiale, nous avons voulu protéger aussi, et surtout, les intérêts des plus démunis de notre société, des petits déposants, des municipalités, des petites PME.

Et si dans ce filet de justice il se glisse quelques poissons qui ne devraient peut-être pas bénéficier de nos largesses, je pense que notre système démocratique et notre système de libertés est ainsi fait que, pour sauver le plus grand nombre, on doit aussi malheureusement laisser quelques profiteurs disposer du bien de tous.

Monsieur le Président, c'est avec peu d'enthousiasme, bien sûr, que l'on appuie cette mesure, mais c'est avec l'assurance toutefois que nous voulons tous le bien de l'Ouest canadien et du Canada.

● (1630)

[Traduction]

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, je pense que c'est pour beaucoup d'entre nous une leçon d'histoire à retenir. L'une des plus importantes leçons d'histoire à apprendre, c'est peut-être que quand il s'agit de voler à l'aide des grandes sociétés, des grandes sociétés qui font faillite, et de ceux qui sont déjà riches et prospères mais qui se trouvent en difficulté, il suffit de gratter un peu pour trouver, sous le vernis du conservateur, un socialiste, monsieur le Président. Le conservatisme au Canada, et d'ailleurs aussi le libéralisme, ont souvent signifié, au fond, le socialisme pour les riches et pas de cadeaux pour les pauvres. C'est la démonstration que nous avons eue avec ce projet de loi.

Si les députés ont comme moi tenu des réunions publiques dans les petites villes et dans les villages de leurs circonscriptions et qu'ils ont discuté avec les gens des villes qu'ils représentent, on a dû leur poser cette question que m'ont posée des gens qui avaient voté conservateur, qui croyaient aux députés conservateurs et qui pensaient que l'élection d'un gouvernement conservateur allait marquer une nouvelle étape de l'histoire de notre pays. Ce qu'ils me demandaient, c'est comment il a été possible de faire ainsi cadeaux aux riches de l'argent des simples Canadiens et des pauvres.

Lors des réunions publiques que j'ai tenues dans ma circonscription ces dernières semaines, on n'a pas cessé de me demander pourquoi on donnait ce milliard de dollars aux banques. Franchement, j'ai beaucoup de mal à répondre à cette question même en me mettant dans la peau d'un sympathisant.

Les gens posent des questions très dures. Tout d'abord, ils demandent pourquoi le gouvernement accorde de telles largesses à un moment où il prétend que nous sommes au bord de la faillite à cause de l'ampleur de notre déficit. Ils demandent aussi pourquoi on distribue cet argent de façon aussi dissimulée à des gens dont on ignore même le nom. Connaissant une partie des détails, ils nous demandent pourquoi nous ne voulons pas venir en aide seulement aux particuliers parce qu'il est tout à fait possible que certains particuliers soient vraiment en difficulté et que la perte de plus de \$60,000 risque d'hypothéquer très sérieusement leurs plans de retraite ou leur avenir. Mais ils ne voient pas de raison de donner, dans le cas de la Banque de Commerce du Canada, 108 millions de dollars à

Indemnité aux déposants

des banques étrangères, et plus de 65 millions de dollars à d'autres banques, plus de 56 millions de dollars à des conseillers en investissements et à des courtiers, et plus de 51 millions de dollars à de grandes sociétés. Dans le cas de la Norbanque, ce sont 4 millions de dollars de plus qui sont versés aux banques étrangères, 20 millions de dollars aux banques riches existant au Canada, 54 millions de dollars aux conseillers en investissements et courtiers et 90 millions de dollars aux autres sociétés.

Si nous donnions de l'argent aux gens qui ont vraiment désespérément besoin de l'aide des contribuables, cela pourrait se justifier. Mais donner cet argent à ceux qui sont déjà riches et prospères, c'est quelque chose qui dépasse littéralement mes interlocuteurs. Ils ont autour d'eux des gens qui ont d'énormes difficultés, des agriculteurs dans le comté d'Essex qui font faillite, de petites entreprises qui font faillite, des femmes qui ont besoin d'aide pour se recycler et retrouver une place équitable et juste dans la population active, des jeunes comme ceux que nous avons rencontrés grâce aux groupes de travail sur la jeunesse, qui ont besoin d'une aide particulière, et des chômeurs qui sont hélas encore bien trop nombreux dans notre collectivité. Ils voient que chacun de ces groupes a désespérément besoin d'aide, et ils entendent le gouvernement donner à chaque fois la même réponse à ces groupes quand ils lui demandent de l'aide: Nous n'en avons pas les moyens parce que le déficit est trop élevé et parce que nous n'avons pas les crédits nécessaires. Pourtant, dès que les banques se mettent à tendre la main, le socialisme pour les riches redevient une réalité historique. On donne aux banques ce qu'elles veulent, et on laisse les gens mariner dans l'insécurité, les difficultés et le sentiment d'injustice qui les envahit. Pour eux, voir le gouvernement aider en dépit de la loi, des individus, des sociétés et des banques puissants alors qu'il n'accorde pas aux pauvres l'aide légitime à laquelle ils auraient droit, ce n'est pas de la justice.

Je remercie le député qui est intervenu précédemment de nous avoir donné cette leçon d'histoire. C'est une leçon qui nous montre que le socialisme des riches repose sur une longue et honteuse tradition au Canada, une tradition qui remonte à la Home Bank. C'est une tradition à laquelle sacrifie aujourd'hui le gouvernement avec la Norbanque et la Banque de Commerce du Canada. Il en a toujours été ainsi, et c'est pour cela que nos concitoyens sont aussi cyniques sur le sujet de la politique et de l'équité de notre régime.

On ne peut à la fois pratiquer le socialisme pour les riches et le chacun pour soi pour les pauvres en continuant à prétendre que le pays est régi par des règles d'équité. Je serai fier de voter contre ce projet de loi aujourd'hui avec tous mes collègues du Nouveau parti démocratique. Je le ferai pas soucieux d'équité et de justice, et avec la conviction que le socialisme dont nous avons besoin au Canada est un socialisme qui s'adresse aux simples Canadiens et non aux riches, comme c'est le cas avec ce projet de loi et avec ce qui s'est passé auparavant.

● (1640)

M. le Président: A l'ordre. Comme personne d'autre ne veut intervenir sur le projet de loi C-79, je suppose que, conformément à l'ordre adopté tout à l'heure, l'intention de la Chambre, dans les circonstances, serait que je reporte tous les votes sur le C-79 jusqu'à 17 heures.